

1.1.EPREUVE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

REPUBLIQUE GABONAISE
DIRECTION DU BACCALAUREAT

2015-SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Série : B

Durée : 4 heures

Coef. : 4

Le Candidat traitera, au choix, l'un des deux sujets suivants

Sujet de type 1 : Dissertation

SUJET : *Doit-on arrêter la croissance économique compte tenu de tous les problèmes environnementaux qui se posent à la planète aujourd'hui ? Vous traiterez cette question à l'aide de vos connaissances et des documents ci-joints.*

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1

Depuis deux siècles, l'ensemble des biens mis à la disposition des hommes a connu une croissance prodigieuse ; le progrès des sciences et des techniques a rendu plus facile l'existence de ceux qui en bénéficient ; l'espérance de vie s'est, globalement, accrue. Mais ce qui est au cœur du « développement », c'est que celui-ci prétend pouvoir se généraliser à l'ensemble de la planète.

Or il s'agit là d'un objectif irréalisable. Puisque, aujourd'hui, 20% des hommes consomment 80% des ressources de la planète, il n'est pas possible de mobiliser au moins quatre fois plus de ressources supplémentaires : l'environnement ne le supporterait pas.

Gilbert Rist, le développement, histoire d'une croyance occidentale, Presses de Sciences-po, 1996, in Sciences économiques et sociales, Tle ES, Hachette, 2007, p. 46.

Document 2

Prévisions globales

Date	Population mondiale (milliards)	PIB mondial (10 ¹² \$/an)	Coefficient de revenu par habitant	Concentration de CO ² (ppm)	Hausse mondiale des températures (degrés)	Elévation du niveau de la mer (cm)
1990	5,3	21	16,1	354	0	0
2000	6,1-6,2	25-28	12,3-14,2	367	0,2	2
2050	8,4-11,3	59-187	2,4-8,2	463-623	0,8-2,6	5-32
2100	7,0-15,1	197-550	1,4-6,3	478-1099	1,4-5,8	9-88

Special report on Emission Scenarios. GIEC, 2000.

N.B. : Les deux chiffres séparés par un tiret correspondent à la fourchette de prévisions, selon les différents scénarios.

Le coefficient de revenu mesure l'écart de revenu entre PED et pays développés.

Ppm : parties par millions (unités de mesure de la concentration).

Document 3

Le développement soutenable¹ est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. [...] Le développement implique une transformation progressive de l'économie et de la société. [...] Même au sens le plus étroit du terme, le développement soutenable présuppose un souci d'équité sociale entre les générations, un souci qui doit s'étendre, en toute logique, à l'intérieur d'une même génération. [...]

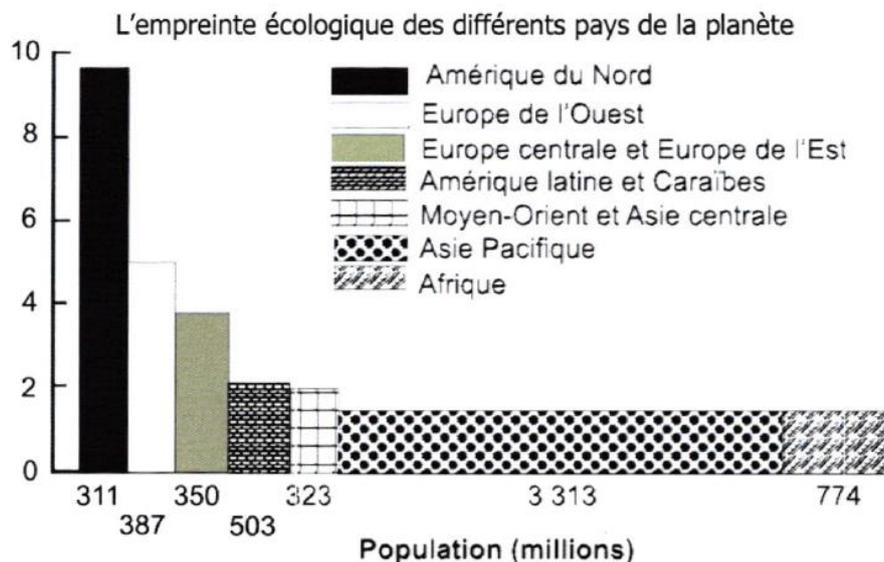
Le développement soutenable nécessite de toute évidence la croissance économique là où les besoins ne sont pas satisfaits. Ailleurs, développement et croissance économique sont compatibles, à condition que le contenu de celle-ci respecte les principes que sont la soutenabilité et la non-exploitation d'autrui. [...]

Pour atteindre tous ces objectifs, il va falloir réorienter nos techniques. Il faut d'abord renforcer la capacité d'innovation technologique des pays en développement afin que ceux-ci soient mieux armés pour relever le défi du développement soutenable. [...] Il faudrait, dans tous les pays, intégrer les facteurs écologiques dans la recherche de nouvelles techniques. [...] Par des mesures incitatives ou restrictives, les pouvoirs publics devraient faire en sorte que les entreprises trouvent un avantage à tenir compte des facteurs d'environnement lorsqu'elles mettent au point de nouvelles techniques.

1. Sustainable development en anglais, traduit par développement soutenable ou durable en français.

Source : Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Rapport Brundtland « Notre avenir à tous », 1987, in Sciences économiques et sociales, Tle ES, Hâtier, 2007, p. 36.

Document 4



Note : L'empreinte écologique est la surface de la planète, exprimée en hectares par habitant, dont une population a besoin, compte tenu de son mode de vie, pour satisfaire sa consommation en produits du sol et en zones de pêche, en terrains bâtis ou aménagés, en forêts capables de recycler les émissions de CO₂ et, plus généralement, en surfaces d'absorption de déchets. L'empreinte par personne « supportable » par la planète c'est-à-dire compatible avec le développement durable est de 1,8 hectare en 2001.

Source : Sciences économiques et sociales, TLe ES, Nouveau manuel, La Découverte 2012, p.35.

Document 5

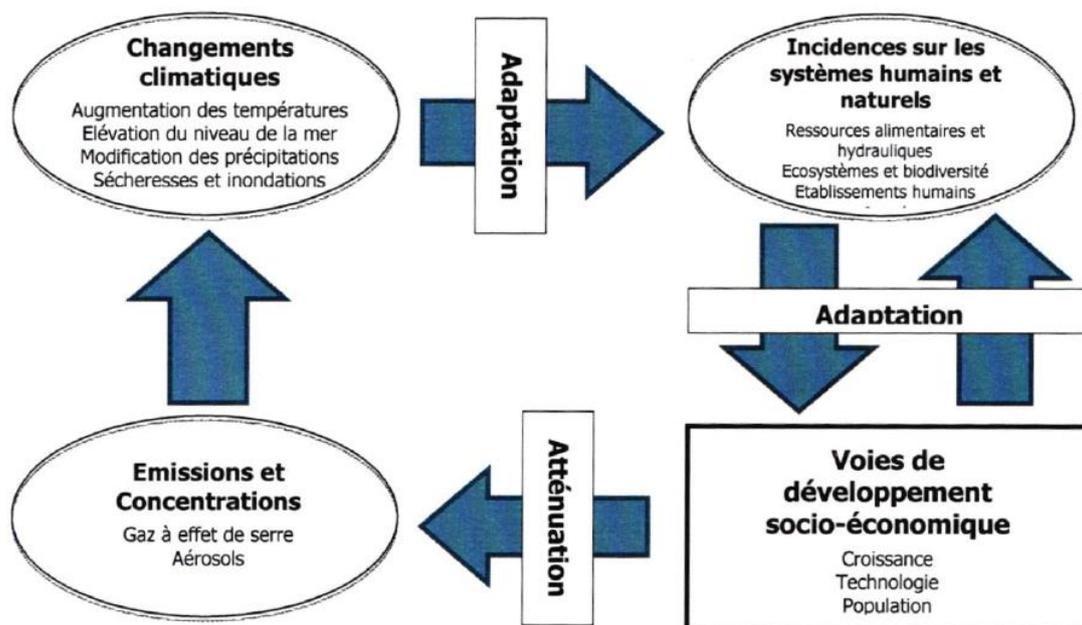
Après quelques décennies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivies de guerres de l'eau, mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles. Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de « décroissance » si possible sereine et conviviale. [...]

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de croissance dans la consommation matérielle. Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être. [...] La limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande.

Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », Le Monde diplomatique, novembre 2003, in Sciences économiques et sociales, Tle ES, Hâtier 2007, p. 37.

Document 6

Interactions entre climat et choix socio-économiques



Rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique, 2001.

Sujet de type 2 : Question de synthèse

I- Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

1. Faire une phrase explicitant la situation du pays entouré (Doc. 1, 1 point)
2. A partir du document 1, comparer les évolutions du PIB et du chômage dans les pays développés. Que peut-on en déduire ? (Doc 1, 2 points)
3. Expliquer la phrase soulignée (Doc. 2, 1 point)
4. Montrer comment l'extension de la pauvreté peut affecter la croissance (Doc. 2, 2 points)
5. Expliquer comment la détérioration du niveau de l'emploi peut affecter la croissance (Doc. 3, 2 points).
6. Comment les entreprises réagissent-elles face à une situation de crise ? Quelles en sont les conséquences pour l'emploi et la croissance (Doc. 4, 2 points)

II- Question de synthèse (10 points)

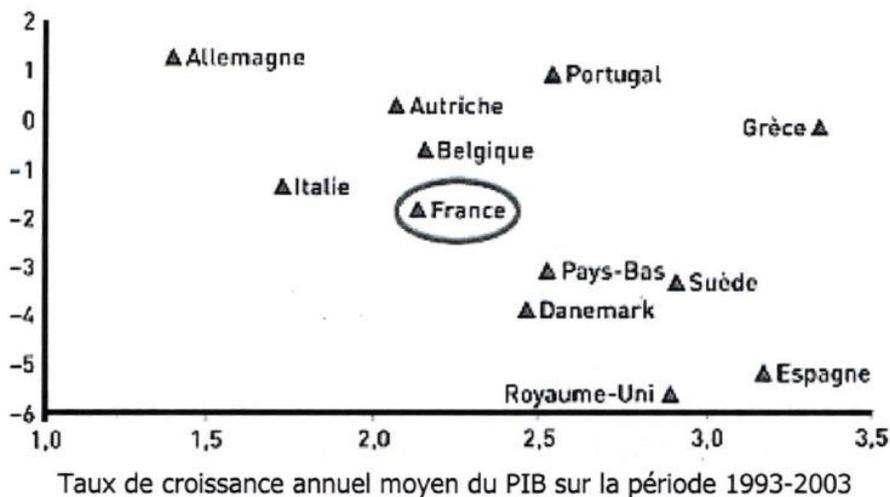
Après avoir établi qu'une baisse de l'activité économique est facteur de chômage, vous montrerez que le niveau élevé du chômage dans les pays industrialisés a des effets négatifs sur la croissance économique.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1

Corrélation croissance-chômage

Variation en points du taux de chômage



Source : IRES, *Les mutations de l'emploi en France*, La Découverte, 2005.

Document 2

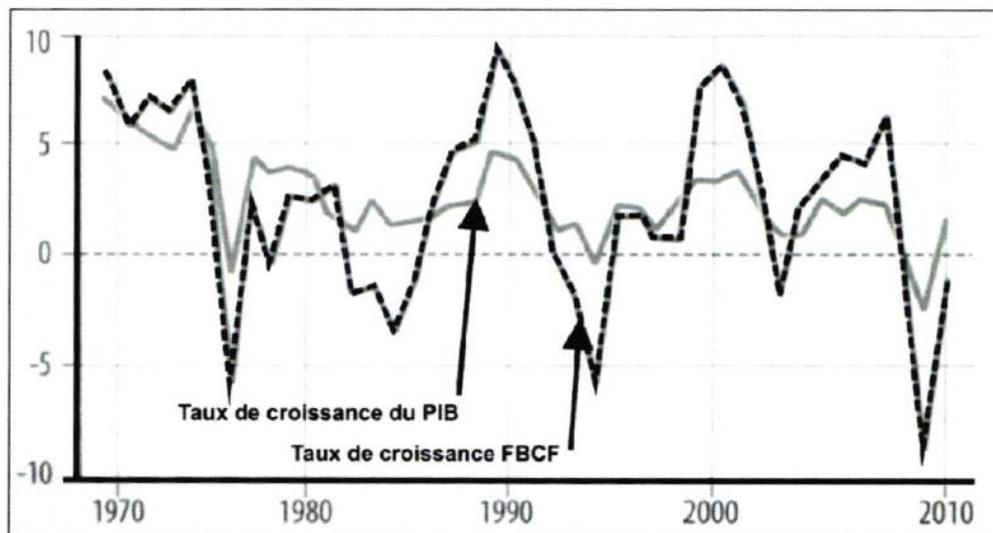
[...] Si l'on suit les chiffres de la pauvreté monétaire, c'est pourtant une paradoxale stabilité de la pauvreté depuis trente ans que l'on est obligé de constater, en France, à environ 10% de la population. Mais la pauvreté a changé de signification. Sur les dix dernières années, elle est devenue inéluctable, comme un passage obligé. « Tout vaut mieux que ça ! » est le nouveau leitmotiv. Elle sert à accepter le chômage de masse, la précarité et les remises en cause des politiques sociales. [...]

Les « exclus » sont aussi divers qu'il y a de rejets sociaux. Cette notion revient à insister sur les parcours individuels. Or, le chômage de masse et la précarité qui en découle, sont à l'origine du nouveau visage de la pauvreté, apparu dans les années 1980. Dans cette deuxième récession internationale, depuis 1974, qui a vu la victoire du libéralisme, la progression du chômage est une réalité dans tous les pays développés, comme le début de la déréglementation sociale. Ainsi les causes économiques et sociales du chômage de masse - et par là même du nouveau visage de la pauvreté - résident dans les politiques économiques de l'Etat - d'inspiration libérale -, comme dans les politiques des entreprises - la flexibilité du travail.

Source : Nicolas BENIES, « Chômage, précarité et pauvreté dans les pays capitalistes développés, Réflexions sur le cas de la France » <http://hussonet.free.fr/nbchopau.pdf>

Document 3

L'effet d'accélérateur de l'investissement



Source : ABC du BAC, Sciences économiques et sociales, Term ES, Nathan 2012, p. 22

Document 4

En situation de crise, une entreprise aura intérêt à diminuer ses coûts de production, en diminuant ses salaires, et en réduisant son personnel (non renouvellement des intérimaires, des salariés en CDD, puis chômage partiel, et enfin licenciements). Elle agit au mieux de ses intérêts ; elle a ce que les économistes appellent un comportement « rationnel ». [...] Cela n'est pas un problème en soi pour l'entreprise. Mais il le devient si cette perte de revenus dans la population est telle qu'elle diminue le pouvoir d'achat des ménages au point que ceux-ci réduisent tous leurs achats, y compris ceux auprès de l'entreprise considérée. Dans une telle situation, même après la baisse des salaires et des

effectifs, notre entreprise ne sera pas parvenue à rétablir ses profits. Certes, ses coûts de production auront bien baissé. Mais du fait de la baisse de pouvoir d'achat, ses ventes vont-elles aussi diminuer. [...] En effet, la baisse des salaires va entraîner un effondrement de la demande, donc des ventes et des profits, ce qui va nécessiter, du point de vue des entreprises, de nouvelles baisses de salaires et de nouvelles suppressions d'emplois. Mais cela va entraîner un effondrement supplémentaire de la demande... [...].

Gilles Raveaud, « Le retour de la macroéconomie : les apports de la microéconomie et la critique de Keynes », blog Alternatives économiques, 12 mai 2009, Sciences économiques et sociales, Term ES, Belin 2012, Col. Fraise d'Olimpio, p. 404.

